
Stefan GOLTZBERG, *Théorie bidimensionnelle de l'argumentation juridique. Présomption et argument a fortiori*

Bruxelles, Bruylant, coll. Penser le droit, 2012, 144 p.

Ana-Maria Cozma



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8533>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8533

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2013

Pagination : 427-429

ISBN : 978-2-8143-0162-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Ana-Maria Cozma, « Stefan GOLTZBERG, *Théorie bidimensionnelle de l'argumentation juridique. Présomption et argument a fortiori* », *Questions de communication* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 30 septembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8533> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8533>

Tous droits réservés

de la relation entre langue et pensée. Le livre est appelé à faire date. Il reste à souhaiter que la communauté scientifique saisisse l'opportunité qui s'offre à elle de s'engager dans une perspective épistémologique nouvelle, car l'érosion des langues est plus qu'amorcée, que ce soit pour le yiddish, langue dont le grand public a, au moins, entendu parler; que pour l'eyak, langue moribonde de l'Alaska (p. 147). Il y a urgence extrême à y remédier, pour conserver la diversité linguistique qui est une des véritables richesses de l'humanité.

Monique Bile

*Hiscant, université de Lorraine, F-57000
monique.bile@wanadoo.fr*

Stefan GOLTZBERG, *Théorie bidimensionnelle de l'argumentation juridique. Présomption et argument a fortiori*.

Bruxelles, Bruylant, coll. Penser le droit, 2012, 144 p.

D'une clarté et concision remarquables, l'ouvrage est destiné à combler un manque tant sur le plan de la théorie argumentative juridique que sur celui des outils pratiques dont disposent les praticiens du droit. Pour atteindre cet objectif, Stefan Goltzberg fait appel aux apports récents de la réflexion linguistique. La théorie bidimensionnelle de l'argumentation juridique qui est proposée s'inspire, notamment, des principes énoncés à partir des années 80 par les théories de Jean-Claude Anscombre et d'Oswald Ducrot (*L'argumentation dans la langue*, Bruxelles, P. Mardaga, 1983) : les échelles argumentatives, l'argumentation dans la langue, la théorie des *topoi*. Les deux principaux facteurs retenus – qui, d'ailleurs, justifient le nom donné à cette théorie – sont l'orientation et la force par lesquelles se caractérise tout argument. Ces deux facteurs sous-tendent l'idée essentielle de présentation des arguments et sont susceptibles, selon l'auteur, de rendre compte d'une manière systématisée du mode de fonctionnement des arguments dans leur ensemble. Ainsi les réductionnismes, aussi bien logique que topique – en d'autres termes, rhétorique –, sont-ils battus en brèche, notamment, par la description que la théorie bidimensionnelle rend possible pour la notion de présomption et pour l'argument *a fortiori*.

L'ouvrage se compose de trois parties dont la lecture est soigneusement préparée par une ample introduction (pp. 1-18). Chacune de ces parties forme un tout cohérent en soi, pouvant facilement être considéré indépendamment de l'ensemble. La première partie (pp. 19-50) énonce les principes de la théorie bidimensionnelle, qui se veut une théorie non réductionniste de l'argumentation. Ensuite, elle aborde

– exemples à l'appui – le caractère (in)défaisable, (ir) réfutable des arguments, qui est vu comme étant une question de présentation : les arguments sont *présentés comme* défaisables ou indéfaisables. Enfin, un certain nombre de marqueurs argumentatifs sont décrits en croisant bidimensionnalité et (in) défaisabilité des arguments ; les marqueurs sont décrits eu égard à leur force et orientation (plus forts ou moins forts, co- ou anti- orientés) et à leur caractère (in)défaisable. Les deuxième (pp. 51-64) et troisième (pp. 65-106) parties de l'ouvrage sont consacrées respectivement à la présomption et à l'argument *a fortiori*. L'examen détaillé de ces deux types d'arguments prend comme point de départ les conceptualisations qui en ont déjà été proposées par les différents théoriciens – y compris en droit hindou et en droit talmudique, dans le cas de l'*a fortiori* – et s'oriente vers une conceptualisation dans les termes de la théorie bidimensionnelle de l'argumentation. Ces deux parties de l'ouvrage sont destinées, *in fine*, à prouver l'existence d'arguments indéfaisables.

La toile de fond sur laquelle se dessine la théorie bidimensionnelle de l'argumentation juridique est celle des réductionnismes auxquels ont mené les théories topiques et logiques de l'argumentation. La volonté de l'auteur de situer sa théorie à mi-chemin entre les deux approches est explicite (pp. 2, 25, 39, 49). Les différentes approches topiques et logiques de l'argumentation sont abordées à plusieurs reprises : dans l'introduction, où elles sont présentées d'un point de vue chronologique, dans la première partie, où il est question des réductionnismes logique et topique – celui-ci rejetant l'idée d'indéfaisabilité des arguments, celui-là, l'existence d'arguments défaisables –, et, enfin, dans la troisième partie, où sont discutées les interprétations que reçoit l'argument *a fortiori* selon quelques-unes de ces approches. Quoique la perspective logique soit aussi prise en compte (pp. 84-91), celle de la rhétorique semble davantage intéresser l'auteur, qui s'oppose aux deux types de réductionnisme en faisant appel à « l'argumentation dans la langue » initiée par Oswald Ducrot et Jean-Claude Anscombre (pp. 20-23), elle-même une théorie topique. L'auteur jette un pont entre argumentation rhétorique et argumentation dans la langue en se démarquant explicitement de la rigidité du réductionnisme logique, qu'il considère peu adapté pour rendre compte du fonctionnement de l'argumentation dans les langues naturelles (pp. 1, 15, 65). Ce faisant, il s'attache néanmoins à la notion d'indéfaisabilité des arguments, dont il vise à justifier l'utilisation (pp. 36-39), dans le cadre d'une théorie qui est pourtant à prépondérance topique.

Cette justification, qui a comme effet de réconcilier les deux formes de réductionnisme, passe, avant tout, par la prise en compte du rôle de la langue dans la *présentation* des arguments (pp. 4-6, 26), et plus précisément par les *instructions* (pp. 11, 22) – au sens d'Oswald Ducrot – véhiculées par les marqueurs argumentatifs. Les instructions concernent, notamment, l'*orientation* et la *force* des arguments (pp. 20-23), deux dimensions qui donnent lieu à quatre types d'arguments, selon qu'ils sont co- ou anti-orientés, plus forts ou plus faibles (pp. 14, 49). L'appareil descriptif de la théorie bidimensionnelle de l'argumentation mobilise un nombre restreint d'éléments interdépendants et une terminologie facile d'accès. Outre l'idée de présentation des arguments et les instructions quant à l'orientation et à la force, outre le caractère (in)défaisable des arguments – question centrale de l'ouvrage –, la théorie fait intervenir des notions telles la comparaison (pp. 28-33), la proportionnalité (pp. 77-78, 94-95, 103), les échelles argumentatives (p. 70), les marqueurs argumentatifs (pp. 39-49) et l'interaction entre les arguments (pp. 6, 39).

La théorie bidimensionnelle de l'argumentation est mise à l'épreuve à travers la description succincte du mode de fonctionnement de plusieurs arguments et procédés argumentatifs (pp. 28-39) – clauses *mutatis mutandis* et *ceteris paribus*, arguments *a pari* et *a contrario*, conditions nécessaires et suffisantes, argument par définition, argument de proportionnalité – et, par la suite, à travers une explication approfondie de la présomption et de l'argument *a fortiori* (pp. 51-103). Dans le cas de la présomption, il s'agit de démontrer l'opportunité de la notion juridique de présomption irréfragable, qui n'admet pas la preuve du contraire (pp. 61-63). Dans les termes de la théorie bidimensionnelle, l'explication réside dans la description d'un argument anti-orienté plus faible, qui préserve à l'argument précédent – la présomption – une force prévalente (pp. 63-64). Cette solution passe par la prise en compte de la force et de l'orientation des arguments *même si* et *nonobstant* (pp. 42, 44, 60-61), servant à présenter des objections non réhabilitaires, en opposition avec *sauf* et *sauf si* (pp. 42, 60-61), qui introduisent des objections réhabilitaires. Quant à l'argument *a fortiori*, il s'agit d'en montrer le caractère contraignant (p. 16), qui lui confère un statut à part en tant qu'argument indéfaisable, « la pierre de touche des théories de l'argumentation » (p. 66), selon l'auteur. Après la description de plusieurs positions topiques et logiques face à cet argument, l'explication proposée rejoint le droit talmudique (pp. 93-104) et, s'appuyant sur les échelles argumentatives et sur la description du marqueur *au moins* (pp. 70, 92), conçoit l'argument

a fortiori comme un argument co-orienté plus faible qui a comme effet d'accroître la force de conviction de l'argument plus fort (p. 92). Pour expliquer le fonctionnement de la présomption irréfragable et de l'*a fortiori*, les solutions proposées sont d'une simplicité déconcertante : d'une part, un argument anti-orienté plus faible suffit pour rendre compte de la spécificité de la présomption irréfragable (pp. 63-65) et, d'autre part, un argument co-orienté plus faible suffit pour justifier le caractère simultanément topique et contraignant de l'*a fortiori* (pp. 92, 104).

Parmi les questions que pourrait susciter ce traitement des procédés argumentatifs, on peut envisager celle du rapport entre bidimensionnalité des arguments et caractère (in)défaisable, rapport qui est affirmé à plusieurs reprises (pp. 6, 9, 14, 25, 39) sans être clairement justifié. L'importance de l'(in)défaisabilité peut facilement rester incomprise, pour le linguiste notamment, d'autant plus lorsqu'il adhère à la théorie de l'argumentation dans la langue, où une telle question n'aurait sans doute pas lieu d'être. Si l'on comprend que le caractère (in)défaisable puisse découler des instructions sur la manière dont l'argument est orienté et sur sa force, et donc que c'est un résultat de la présentation des arguments, on ne voit pas bien de quelle manière il en découlerait. Ainsi pourrait-on s'attendre à ce que l'(in)défaisabilité des arguments soit explicitement redéfinie à l'issue de l'ouvrage, selon l'esprit qui est annoncé par la théorie bidimensionnelle de l'argumentation. Ou, du moins, l'indéfaisabilité de la présomption irréfragable et de l'argument *a fortiori* pourrait être mise en rapport avec leur orientation et/ou force de manière explicite. Nous pouvons aussi constater que, malgré le rapport qui est établi entre orientation/force et (in)défaisabilité à travers l'idée de présentation (les arguments sont *présentés comme* co- ou anti-orientés, plus forts ou plus faibles, ils sont aussi *présentés comme* défaisables ou indéfaisables), on conserve deux catégorisations : l'une selon l'orientation/force, l'autre selon l'(in)défaisabilité. On peut donc se demander pourquoi les deux catégorisations ne fusionnent pas pour en engendrer une seule. D'autant plus que la théorie bidimensionnelle a un souci de systématisation évident et que, selon l'auteur, les marqueurs argumentatifs contiennent en puissance tous les types d'arguments (p. 22). Toujours sous l'angle de ce souci de systématisation, on remarque que Stefan Goltzberg fait appel à la double dimension des arguments pour justifier l'indéfaisabilité de la présomption irréfragable et de l'argument *a fortiori* (pp. 63-65, 92, 104), tandis qu'il en fait l'économie pour justifier l'indéfaisabilité de l'argument par définition et des conditions nécessaires et suffisantes

(pp. 36, 37). Par ailleurs, la théorie bidimensionnelle de l'argumentation juridique soulève la question de la différence de statut des arguments selon qu'il s'agit de la langue spécialisée ou de la langue commune : d'une part, on peut se demander si la notion d'(in)défaissabilité est indispensable pour décrire la langue ; d'autre part, si la présomption irréfutable se manifeste vraiment en langue, si la présomption de non-ubiquité invoquée à cet effet ne devient pas simplement une certitude dans la langue commune, ou encore, si l'utilisation du marqueur *même* si en langue est nécessairement identique à celle du langage juridique.

Ces questions ne diminuent en rien l'intérêt qu'on trouve à la démarche adoptée par Stefan Goltzberg. Il souhaitait mettre à la disposition et à la portée des spécialistes du droit les acquis de la théorie linguistique ; en tant que linguiste, on constate que, inversement, l'argumentation juridique est rendue facile d'accès aux non-spécialistes, grâce à la clarté des sections consacrées spécifiquement à l'argumentation juridique. Certes, le métalangage réduit au minimum et la mise à disposition des théories argumentatives à des publics différents ont un coût, et certains regretteront peut-être ce qui a été laissé de côté sur le plan juridique ou linguistique. Néanmoins, cette concision aura valu la peine ; elle contribue pleinement à une meilleure compréhension de la vision que l'auteur souhaite mettre en avant. D'ailleurs, on aurait du mal à reprocher des omissions, tant l'architecture soignée de ce livre donne l'impression que rien n'a été laissé au hasard.

Ana-Maria Cozma

CODIRE, université de Nantes, F-44300
Université de Turku, FI-20014
anacoz@utu.fi

Alice KRIEG-PLANQUE, *Analyser les discours institutionnels*. Paris, A. Colin, coll. ICOM, série Discours et communication, 2012, 238 p.

L'ouvrage d'Alice Krieg-Planque – docteure en sciences du langage et maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne (Céditec) – se présente comme un manuel d'analyse des discours institutionnels (politiques, organisationnels, institutionnels et sociaux). Il s'adresse aux étudiants à parcours multiples en sciences humaines et sociales (SHS), ne s'inscrivant pas exclusivement dans le champ de l'analyse du discours. Tous les étudiants qui seront conduits à analyser et éventuellement à produire des documents professionnels sont concernés par ce guide. Celui-ci propose une

grille d'analyse précieuse de l'ensemble des discours institutionnels, qui renvoient à des pratiques d'écriture professionnelles variées. La brochure, le communiqué de presse, l'interview, le post-it, la profession de foi, le spot publicitaire, le sondage, le tweet font partie d'un ensemble de pratiques discursives évoquées et/ou analysées. Le manuel ne se définit pas comme étant réservé aux spécialistes du discours, mais il propose un cadre théorique et méthodologique très précis mobilisant un grand nombre de concepts essentiels pour étudier les discours, tels la formation discursive, les actes de langage, la phraséologie, l'implicite, le dialogisme, etc. La notion d'« intuition discursive » se construit au fil du discours. Selon Alice Krieg-Planque, l'intuition discursive spontanée correspond à l'interprétation complète et pertinente d'un énoncé dans un contexte donné. Cette intuition est liée à la capacité du destinataire à saisir à la fois les contenus explicites (expressions figées, formules, traces énonciatives, etc.) et implicites d'un énoncé (actes de langages, sous-entendus, etc.). L'ouvrage est structuré en six chapitres.

De manière claire et synthétique, le premier chapitre (« Le discours : enjeux et méthodes ») cadre l'enjeu de l'ouvrage en soulignant le lien intrinsèque entre le discours et les activités démocratiques, politiques, institutionnelles et professionnelles. Ce rapport étroit entre langage et démocratie est notamment illustré par l'analyse engagée du philologue allemand Victor Klemperer (*La langue du Troisième Reich*, trad. de l'allemand par Élisabeth Guillot, Paris, Éd. Pocket, 2003 [1947], pp. 18-20) à propos de la langue du III^e Reich. Ensuite, la problématique est restreinte à toutes les activités d'information et de communication perçue en tant qu'activités discursives. L'auteure sort de la vision traditionaliste du rôle de la communication réservé aux services identifiés en tant que tels et propose l'idée d'une compétence à communiquer élargie à l'ensemble des services d'une organisation. Cette dernière est perçue en tant que communauté discursive capable de produire des énoncés, de les reformuler et de les faire circuler. On saisit ainsi l'objectif de sensibilisation à l'importance du discours dans l'ensemble des activités professionnelles : administratives, politiques, journalistiques, etc. Le chapitre se termine par une présentation du cadre théorique et méthodologique de l'analyse du discours (à travers la notion d'observables en discours), présenté comme un modèle complémentaire aux autres SHS.

Dans le second chapitre (« Actes de langage et institutions : l'efficacité de la parole légitime »), Alice Krieg-Planque propose d'appréhender les actes de langage pour interpréter pertinemment un